

Pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements

Samedi 28 novembre – 14 h 30 à Paris

Rassemblement A l'Assemblée Nationale

Place Edouard Herriot – Métro Assemblée Nationale

Ils peuvent bien raconter tout ce qu'ils veulent : les travailleurs de ce pays connaissent la réalité : les plans de licenciements continuent à tomber à un rythme infernal.

600 000 emplois ont déjà été perdus en France dans le courant l'année 2009.

Jusqu'à quand cela va-t-il durer ?

Pour les uns, c'est clair : « *Nous avons pour dix à douze mois de montée du chômage devant nous* » déclare le directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn.

En France, la patronne du MEDEF, Laurence Parisot, affirme que « *les dépôts de bilan des PME* » risquent de se traduire par « *la destruction de centaines de milliers d'emplois* ».

Pour tous les travailleurs, pour les familles, pour toute la population, c'est tout aussi clair, il faut que cela s'arrête, il faut que soient interdits les licenciements.

Dans tout le pays, militants, travailleurs et jeunes s'interrogent : pourquoi malgré les mobilisations des travailleurs, on ne parvient-on pas à arrêter les licenciements ?

A l'initiative d'une rencontre tenue à Puteaux début septembre 2009 avec les délégués de 61 entreprises, des conférences départementales pour l'unité pour la **marche unie pour l'interdiction des licenciements** se sont tenues dans 52 départements :

- « *Dans les usines on combat. Alors qu'est-ce qu'on peut faire de plus ? L'interdiction de licenciements, c'est un mot d'ordre souhaitable, dans mon usine Vedior-Randstad, sur 542 salariés, il reste 150 personnes dont l'avenir est très incertain.* »
- « *La base demande l'unité d'action. Comme syndicalistes, on subit les lois. Aussi, on s'adresse aux politiques. Il est important que les dirigeants politiques voient des salariés qui revendiquent l'interdiction des licenciements et s'organisent cela. On peut faire bouger les choses et les faire changer là-haut.* »
- « *Nous sommes réunis en rencontre départementale, militants du Parti socialiste, du Parti communiste, du Parti ouvrier indépendant, du NPA, du Parti de Gauche d'autres sensibilités politiques, syndicalistes de toutes tendances, élus, car nous avons une revendication commune : marche unie pour l'interdiction des licenciements. Mais cette unité qui se tisse et se renforce, à la base, dans notre département comme dans tous les départements, n'a pas pour l'instant trouvé son équivalent au plan national. C'est incompréhensible.* »
- « *Au moment où Nicolas Sarkozy propose que se tiennent des Etats généraux de l'industrie dans le but avoué d'essayer d'associer les syndicats ouvriers à l'accompagnement des licenciements, il faut dire clairement que l'arrêt des licenciements ne viendra pas des Etats généraux d'Estrosi-Sarkozy. Il est nécessaire de se regrouper autour d'une exigence vitale et urgente de la seule exigence qui vaille : unité pour l'interdiction des licenciements.* »

Au fur et à mesure que se sont tenues les conférences départementales, s'est dégagée la proposition d'une première initiative nationale le 28 novembre afin de faire grandir le combat pour l'unité, pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements. Ce sera une étape.

La section du PCF et le Comité Local du POI de Sartrouville appellent à soutenir ce premier rassemblement national des comités unitaires pour la marche unie pour l'interdiction des licenciements

14 h 30 – Samedi 28 novembre à l'Assemblée Nationale

Le département des Yvelines compte 10 407 chômeurs de plus en une seule année !

Entre août 2008 et août 2009, le chômage a progressé de 19, 9 %, passant de 52 354 demandeurs d'emplois enregistrés dans le département à 62 761.

Et encore, ces chiffres officiels ne tiennent pas compte des centaines de salariés en congé de reclassement suite aux « départs volontaires » chez Renault à Flins ou chez Peugeot à Poissy, par exemple. De plus, les emplois proposés ne sont plus les mêmes qu'auparavant :

- en août 2008, les CDI représentaient 59, 7 % des offres d'emplois
- en août 2009, les CDI ne représentaient plus que 43, 9 % des offres d'emplois.
- 13 % des chômeurs sont inscrits depuis plus de 24 mois
- 17 % sont inscrits depuis plus de 12 mois
- 70 % sont inscrits depuis moins de 12 mois.

La préfète des Yvelines vient d'inaugurer à Poissy une plate-forme destinée aux licenciés économiques. Ce serait « de nouveaux outils d'accompagnement dans le cadre d'un reclassement » pour accompagner « de façon humaine la recherche d'emploi ». Mais faut-il rappeler ce que signifie pour tous les salariés « l'accompagnement des mutations de carrière » ?

Pendant des années, des formations conventionnées ont été proposées aux jeunes, débouchant sur des certificats de qualification. Le 22 septembre 2009, la direction de Renault Flins a récompensé la 16^{ème} promotion du CAP de Conduite de Système Industriel (CSI), un programme d'insertion qui a vu défiler des centaines de jeunes dont 80 % ont décroché ce CAP après 21 mois de formation. Mais malgré les rapports favorables des chefs d'atelier et malgré leur CAP, ces jeunes ont dû déchanter.

**Renault est une « entreprise citoyenne » qui forme les jeunes
mais elle ne les embauche pas !**

Ne font-ils pas tout pour décourager les jeunes qui vont grossir le « vivier » des boîtes d'intérim et la ronde des « petits boulots » alternant avec des périodes de chômage ? Accompagnant la désindustrialisation du département, toutes les sections industrielles du lycée public Vaucanson des Mureaux ont été fermées. Une enquête a établi que les offres d'emplois se concentraient dans deux domaines : l'aide à la personne et la sécurité.

L'avenir de la jeunesse est en jeu !

Voilà pourquoi la section du PCF et le Comité Local du POI de Sartrouville appellent les Sartrouillois à se rassembler devant l'Assemblée Nationale le 28 novembre.

Samedi 28 novembre – 14 h 30 à Paris Rassemblement national Place Edouard Herriot – Métro Assemblée Nationale

Départ collectif samedi 28 novembre à 13 h 30 gare SNCF-RER de Sartrouville